

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

14 avril 2011

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Procédure en matière de traités internationaux et de conventions avec la Confédération, d'autres cantons et des communes.....	4
Genève-Confédération .....	5
Visite confédérale à Saint-Gall.....	5
Assistance administrative fiscale : pour une égalité de traitement entre fisc suisse et étranger.....	5
Extension de la juridiction constitutionnelle : Genève émet des réserves.....	6
Genève .....	7
Premier plan directeur de la mobilité douce.....	7
Gestion de la mobilité : après les planifications sectorielles, le concept général .....	7
Une coordination élargie pour limiter l'impact des chantiers sur la mobilité .....	8
Route de Lausanne : la sécurité des cyclistes et piétons sera améliorée .....	8
Genève se dote d'une législation d'application en matière d'aide aux victimes d'infractions .....	9
Soutien à diverses entités culturelles.....	9
Nomination.....	10
Agenda des invitations à la presse .....	11

# Genève internationale

---

## **Procédure en matière de traités internationaux et de conventions avec la Confédération, d'autres cantons et des communes**

Le Conseil d'Etat a adopté des règles fixant les compétences et la procédure interne en matière de traités internationaux et de conventions avec la Confédération, d'autres cantons et des communes. Il a en effet constaté que non seulement les conventions intercantionales, mais aussi les accords avec la Confédération, avec des communes et avec l'étranger avaient connu un développement important ces dernières années. Les compétences et la procédure relatives à ces textes n'étaient cependant pas réglées de manière harmonisée et une partie de ces textes ne connaissait qu'une publicité insuffisante. A cela s'ajoutent les obligations d'information du Conseil d'Etat vis-à-vis du Grand Conseil et de la Confédération.

Les nouvelles règles rappellent le processus de négociation, de signature, d'approbation et de ratification d'un tel accord. Il s'agit pour l'essentiel de l'information préalable du Conseil d'Etat avant l'ouverture de négociations. Il s'agit ensuite, avant la signature de l'accord, de déterminer si le texte doit être soumis ou non au Grand Conseil pour approbation. Après la signature, il convient de régler les modalités du dépôt du projet de loi, respectivement du projet d'arrêté portant approbation du texte. Les modalités d'information des autres parties contractantes sont aussi fixées, de même que celles relatives à la réalisation des conditions d'entrée en vigueur. Les cas et modalités d'information de la chancellerie fédérale sont aussi prévus.

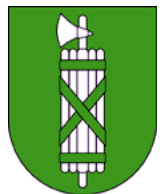
Les nouvelles règles prévoient ensuite différentes modalités en matière de publication, répondant ainsi à des demandes réitérées du Grand Conseil notamment. Ainsi, la chancellerie d'Etat est chargée de poursuivre le recensement des accords en vigueur pour le canton de Genève, de les conserver, de les mettre à jour et de les publier. Il est prévu que tous les accords approuvés par le Grand Conseil soient publiés dans le recueil systématique de la législation genevoise (RS/GE). Les autres accords seront publiés sous forme électronique. Enfin, s'agissant des accords techniques particulièrement volumineux, ils ne seront pas publiés, mais consultables dans les locaux de l'administration, la liste des accords étant publique. La publication des textes devra être effective au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

*Pour toute information complémentaire: Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

## Visite confédérale à Saint-Gall

Le Conseil d'Etat s'est rendu dans le canton de Saint-Gall, où il a rencontré son homologue dans le cadre d'une visite confédérale. La dernière visite du gouvernement genevois à Saint-Gall remonte aux 13 et 14 juin 1996.

Pour rappel, Genève a été accueilli à Saint-Gall en qualité d'hôte d'honneur de l'[OLMA](#) (foire suisse de l'agriculture et de l'économie laitière) en 2005.



---

## Assistance administrative fiscale : pour une égalité de traitement entre fisc suisse et étranger

Le Conseil d'Etat a fait part à Mme la conseillère fédérale Evelyn Widmer-Schlumpf de sa position concernant le [projet de loi fédérale sur l'assistance administrative fiscale \(LAAF\)](#), mis en consultation par le Département fédéral des finances (DFF). Cette loi vise à préciser le cadre de l'assistance administrative prévue par les conventions internationales révisées ou nouvelles en vue d'éviter la double imposition, ainsi que d'autres conventions internationales qui prévoient un échange de renseignements en matière fiscale.

S'agissant de l'utilisation des renseignements obtenus auprès des banques, le DFF propose deux variantes. La première prévoit que les renseignements bancaires transmis à une autorité étrangère dans le cadre d'une procédure d'échange d'informations ne peuvent être utilisés par les autorités fiscales suisses que s'ils auraient pu être obtenus sur la base de la législation suisse.

Selon cette approche, les autorités fiscales suisses – fédérale et cantonales – n'auraient aucun moyen d'obtenir les renseignements bancaires transmis aux autorités fiscales étrangères dans les cas de soustraction simple d'impôts. En effet, le droit fiscal suisse ne permet de lever le secret bancaire qu'en cas de délit fiscal ou de soustraction continue de montants importants d'impôts, et non pour les cas de soustraction simple.

Or, le Conseil d'Etat juge inacceptable que les autorités fiscales de notre pays soient empêchées d'utiliser en Suisse les renseignements bancaires transmis à l'étranger. Il se prononce donc clairement en faveur de la deuxième variante mise en consultation. Celle-ci prévoit que tous les renseignements communiqués à l'étranger en conformité du droit international, y compris ceux qui relèvent d'une soustraction simple d'impôts, puissent être transmis aux autorités fiscales suisses. Ces dernières peuvent ainsi faire usage des mêmes informations que les autorités étrangères.

Cette solution place les autorités fiscales suisses et étrangères sur un pied d'égalité par rapport au secret bancaire et à la soustraction simple d'impôts. Elle ne remet pas en cause le secret bancaire existant actuellement en Suisse en cas de soustraction simple d'impôts pour les contribuables résidant en Suisse qui ne sont soumis qu'au droit fiscal suisse.

Le Conseil d'Etat préconise en outre la suppression d'une disposition de la LAAF qui aurait pour conséquence que la Suisse ne pourrait pas solliciter l'assistance administrative d'un pays étranger signataire d'une des conventions précitées avec notre pays, en cas de soustraction simple d'impôt nécessitant la levée du secret bancaire à l'étranger. La suppression de cette disposition évite que le secret bancaire tel qu'il existe en Suisse soit étendu aux établissements bancaires étrangers.

*Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire générale adjointe, DF,  
☎ 022 327 98 08.*

---

### **Extension de la juridiction constitutionnelle : Genève émet des réserves**

Le Conseil d'Etat a émis des réserves quant au projet de prise de position de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) sur l'avant-projet de modification de la [Constitution fédérale \(Cst\)](#) mis en consultation par la Commission des affaires juridiques du Conseil national (CAJ-N), visant à étendre la juridiction constitutionnelle.

La CAJ-N propose d'abroger l'[article 190 Cst](#), en vertu duquel le Tribunal fédéral et les autres autorités sont tenus d'appliquer les lois fédérales et le droit international.

Si le Conseil d'Etat approuve l'abrogation de l'article 190 Cst dans son principe, il ne peut accepter tel quel le projet de prise de position de la CdC. Il souligne la charge nouvelle et non négligeable du projet sur les tribunaux et juge illusoire l'idée selon laquelle la modification proposée aurait pour effet un renforcement du fédéralisme et du principe de subsidiarité. Le gouvernement genevois propose en conséquence d'intégrer dans le projet de modification de la Constitution lui-même une garantie de protection des cantons.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE,  
☎ 022 327 92 09.*

---

## Premier plan directeur de la mobilité douce

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil son rapport sur le projet de [plan directeur de la mobilité douce \(PDMD\)](#).

Pilier de la politique cantonale de mobilité au même titre que les transports collectifs, les transports individuels motorisés (réseau routier) et le stationnement, la mobilité douce fait désormais également l'objet d'un plan directeur quadriennal transmis par le Conseil d'Etat au Grand Conseil.

Le PDMD énonce les lignes de conduite générale relatives à la politique de la mobilité douce (vélo, marche à pied) et guide l'action des services de l'Etat en la matière. La mobilité douce représente aujourd'hui 41% de l'ensemble des déplacements ; ceux-ci devraient augmenter de 80'000 d'ici 2014. Le PDMD prévoit sept actions principales à mettre en œuvre ces quatre prochaines années, qui visent en particulier la sécurisation de ce type de déplacements. Il complète le [plan directeur cantonal des chemins de randonnée pédestre](#).

D'ores et déjà soumis à la consultation du Conseil des déplacements (CODEP), le nouveau plan directeur est maintenant présenté au Grand Conseil, lequel pourra se prononcer selon les mêmes modalités que pour les autres planifications directrices en matière de transport.

Annexe : [carte du réseau cyclable général](#) (cliquer pour suivre le lien).

*Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIM, ☎ 022 327 96 01.*

---

## Gestion de la mobilité : après les planifications sectorielles, le concept général

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur la [motion « pour une gestion plus transparente de la mobilité genevoise »](#).

La version définitive du [plan directeur des transports collectifs 2011-2014](#) a été adoptée par le Conseil d'Etat le 23 juin 2010 (voir [communiqué du 30 juin 2010](#)), après un premier passage devant le Grand Conseil. Le [plan directeur du stationnement](#) a été remis au parlement le 25 août 2010 (voir [communiqué](#)), tout comme le [plan directeur de la mobilité douce](#), adopté le 30 mars dernier (voir [ci-dessus](#)). L'élaboration du plan directeur du réseau routier est en cours et sera également transmis au Grand Conseil.

Le Conseil d'Etat élaborera durant l'année 2011 un concept général de la mobilité chapeautant ces quatre plans directeurs avec une vision à plus long terme. Ce document sera présenté au Grand Conseil.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.*

---

### **Une coordination élargie pour limiter l'impact des chantiers sur la mobilité**

Dans l'optique de limiter l'impact sur la mobilité des chantiers touchant la voie publique, le Conseil d'Etat a créé une plateforme stratégique « chantiers et mobilité ». Présidée par le directeur général de la mobilité, cette instance de coordination réunit des dirigeants de l'office cantonal du génie civil, des Services industriels de Genève, des Transports publics genevois et de la Ville de Genève, et pourra accueillir ultérieurement d'autres entités maîtres d'ouvrage de chantiers d'importance.

La plateforme, qui siègera mensuellement, a pour mission de centraliser l'information sur les chantiers prévisibles, d'analyser leurs conséquences possibles sur l'ensemble des flux de mobilité, de proposer au Conseil d'Etat les mesures propres à limiter les difficultés de circulation et de planifier une information adéquate à la population. La coordination portera notamment sur les chantiers de tramways, le CEVA, les chantiers de rénovation des réseaux d'eau, de gaz et d'électricité, ainsi que ceux liés au développement de la fibre optique et du chauffage à distance.

*Pour toute information complémentaire : M. Yves Delacrétaz, directeur général de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 02.*

---

### **Route de Lausanne : la sécurité des cyclistes et piétons sera améliorée**

Le Conseil d'Etat a répondu une résolution de la commune de Pregny-Chambésy l'invitant à saisir toutes les opportunités afin de réaliser dans les meilleurs délais des aménagements cyclables et piétonniers sécurisés parallèles à la route de Lausanne.

La route de Lausanne à la hauteur de la commune de Pregny-Chambésy est équipée dans chaque sens de circulation de pistes piétons-vélos sans aire de partage, c'est-à-dire d'un trottoir à usage mixte. Cet itinéraire est inscrit dans le [plan directeur de la mobilité douce](#) (voir [ci-dessus](#)) comme un axe devant faire l'objet d'un projet d'amélioration visant à homogénéiser la qualité des itinéraires.

La route de Lausanne fait partie des axes de circulation à orientation trafic pour lesquels des projets de réaménagements devront être engagés, en particulier dans le cadre de l'assainissement à entreprendre en application de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB). L'amélioration de la progression de la mobilité douce sur cet itinéraire sera prise en considération dans ce cadre.

*Pour toute information complémentaire : M. Thierry Messenger, chef de service, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 19.*



---

## **Genève se dote d'une législation d'application en matière d'aide aux victimes d'infractions**

En vue de l'entrée en vigueur de la [loi d'application](#) de la [loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions \(LAVI\)](#) adoptée par le Grand Conseil le 11 février dernier, le Conseil d'Etat en a adopté le règlement d'exécution.

En particulier, ce règlement délègue à l'association du [Centre genevois de consultation pour les victimes d'infractions](#) les tâches prévues par le droit fédéral (assistance médicale, psychologique, sociale, matérielle et juridique aux victimes et à leurs proches). Il contient également des précisions relatives aux prestations, à la procédure et à la facturation intercantonale.

Avec l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> mai 2011, de cette nouvelle législation, les compétences et l'activité du Centre de consultation LAVI, de même que celles de l'instance d'indemnisation, se trouveront réunies dans une base légale cantonale précisant notamment les voies de droit contre les décisions en matière de prestations d'aide.

*Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur en charge des politiques d'insertion, Direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.*

---

## **Soutien à diverses entités culturelles**

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant total de 105'000 francs, répartie entre trois entités actives dans les domaines de la musique et du théâtre.

Cette aide, destinée à la création indépendante, permettra la mise sur pied de différents projets culturels: spectacles de théâtre, créations musicales et organisation de festivals de musique, réalisation de projets pédagogiques avec des jeunes en formation artistique.

Les bénéficiaires sont des associations à but non lucratif : le Centre international de percussion, le Studio d'action théâtrale et la compagnie Yvan Rihs.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.*

# Nomination

---

## Un nouveau directeur au service de la planification et du réseau de soins



M. **Thierry Blanc** a été choisi pour prendre le poste de directeur du service de la planification et du réseau de soins à la direction générale de la santé du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES). Il prendra ses nouvelles fonctions le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Né en 1958, M. Blanc est titulaire d'une licence en sciences économiques et sociales de l'Université de Genève. Il a complété sa formation par un Master en santé publique aux Etats-Unis. Après une expérience professionnelle au sein d'une assurance maladie à Genève puis un passage par le monde bancaire, M. Blanc a rejoint le Service de la santé publique du canton de Vaud, d'abord comme économiste, puis en qualité de chef de la division Economie et Financement, enfin comme chef de division adjoint à la division Hôpitaux. Au cours de sa carrière dans la fonction publique, il a conduit plusieurs projets d'envergure avec les partenaires du réseau de santé vaudois, dont notamment les hôpitaux et les assureurs maladie. Outre une expérience confirmée de plusieurs années dans des postes de management, M. Blanc bénéficie également d'une solide expertise dans les domaines de la planification, du financement des hôpitaux, des réseaux de soins et de l'assurance maladie, ainsi que d'une bonne connaissance des enjeux du monde de la santé.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anne-Geneviève Bütikofer, directrice générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
18 avril 17h30	Réception en l'honneur de M. John Dupraz, lauréat du prix AgroStar Suisse 2011	Salon jaune 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
19 avril 10h00	Prendre en compte la biodiversité	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Jean-Marc Mitterer (DIM) ☎ 022 546 76 10
30 avril 10h30	Inauguration de la 3 <sup>e</sup> étape du tramway Cornavin-Meyrin-CERN	CERN et Meyrin-Village	DCTI	Rafaële Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
2 mai 9h30	Nouvelle loi sur le chômage	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Bernard Favre (DSE) ☎ 022 546 54 10
2 mai 14h00	Carré Vert, point de situation sur l'assainissement du site et visite de chantier	Site Carré Vert Salle Galileo 3, rue des Gazomètres (3 <sup>e</sup> étage)	DSPE DCTI VGe	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
4 mai 14h00	Bilan carbone et plan d'actions environnementales de l'administration cantonale genevoise	Salle du Commissaire Général 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Roland Godel (DF) ☎ 022 327 38 07
9 mai 10h30	Gestion des dangers naturels : risques liés aux crues	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
13 mai 11h00	Remise de la bourse et du prix cantonaux du développement durable	Globe de la science et de l'innovation du CERN	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 338 19 42
19 mai 11h00	Inauguration du tronçon franco-suisse renaturé de l'Hermance	Rendez-vous à Veigy-Foncenex (détails suivront)	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14

%

31 mai 10h30	Présentation des résultats de l'étude d'impact sur la santé de la loi sur l'interdiction de fumer (LIF)	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Virginie Monnet ☎ 022 546 88 14
31 mai 17h00	Prestation de serment des conseillers/ères administratifs, maires et adjoint-e-s	Cathédrale Saint-Pierre	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80